



Assemblée générale

Distr. générale
27 mai 2015
Français
Original : anglais

Soixante-dixième session

Point 114 e) de la liste préliminaire*

Élections aux sièges devenus vacants

dans les organes subsidiaires

et autres élections : élection de dix-huit

membres du Conseil des droits de l'homme

Note verbale datée du 22 mai 2015, adressée au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente de la République de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la République de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Bureau du Président de l'Assemblée générale et a l'honneur de se référer à la candidature que la République de Corée a présentée en vue des élections au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour la période 2016-2018, qui se tiendront à New York à la soixante-dixième session de l'Assemblée (voir annexe).

La Mission permanente de la République de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies serait reconnaissante au Bureau du Président de l'Assemblée générale de faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale.

* A/70/50.



**Annexe à la note verbale datée du 22 mai 2015 adressée
au Président de l'Assemblée générale par la Mission
permanente de la République de Corée
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Candidature de la République de Corée au Conseil
des droits de l'homme pour la période 2016-2018**

**Engagements pris volontairement conformément à la résolution 60/251
de l'Assemblée générale**

I. Introduction

1. La République de Corée, qui a été membre du Conseil des droits de l'homme de 2006 à 2011 et de 2013 à 2015, a décidé de présenter sa candidature en vue des élections au Conseil pour la période 2016-2018, qui se tiendront à la soixante-dixième session de l'Assemblée générale, en 2015.
2. La République de Corée est fermement convaincue que le respect des droits de l'homme est indispensable au développement durable. Sa conviction étant ancrée dans l'expérience, elle est résolue à partager cette expérience et à contribuer plus encore à la promotion et la protection des droits de l'homme dans le monde entier.
3. La République de Corée a ratifié et appliqué les sept traités fondamentaux relatifs aux droits de l'homme qui sont énumérés ci-après, ainsi que la plupart des protocoles facultatifs s'y rapportant :
 - La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (1979);
 - La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1985) et le Protocole facultatif s'y rapportant (2006);
 - Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1990);
 - Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1990) et le Protocole facultatif s'y rapportant (1990);
 - La Convention relative aux droits de l'enfant (1991) et les Protocoles facultatifs s'y rapportant, relatifs à l'implication d'enfants dans les conflits armés et à la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (2004);
 - La Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1995);
 - La Convention sur les droits des personnes handicapées (2009).
4. Par ailleurs, la République de Corée a ratifié et appliqué la Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants et la Convention du travail maritime de l'Organisation internationale du Travail.

5. Sur le plan interne, la République de Corée a pris les mesures énoncées ci-après pour que les membres des minorités et les personnes socialement vulnérables puissent effectivement jouir des droits de l'homme :

- Révision des lois concernant la protection des enfants et des mineurs contre les violences sexuelles et la répression des infractions à caractère sexuel (2013);
- Révision de la loi sur la protection de l'enfance en vue d'une prévention plus efficace de la maltraitance des enfants et d'une meilleure protection des droits de l'enfant, et adoption de lois visant à prévenir la violence physique, sexuelle et psychologique à l'égard des enfants et à garantir l'accès des victimes à la justice ainsi que des sanctions plus sévères à l'encontre des auteurs (2014);
- Élaboration en 2014 d'un plan d'action national devant servir de cadre pour l'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, relative aux femmes et à la paix et la sécurité, et de ses résolutions ultérieures;
- Élaboration de plans d'orientation complets visant à protéger les groupes vulnérables: premier plan réglementaire sur les enfants (2015-2019), deuxième plan réglementaire sur l'immigration (2013-2017) et quatrième plan réglementaire sur les femmes (2013-2017).

6. La République de Corée a fait l'objet en 2012 d'un deuxième examen périodique universel, qui s'est déroulé de manière ouverte et constructive. Les recommandations formulées ont été examinées dans le cadre d'un dialogue du Conseil national sur les politiques des droits de l'homme. Celles qui ont été acceptées figurent dans le deuxième plan d'action national pour la promotion et la protection des droits de l'homme.

7. La Commission nationale des droits de l'homme de la République de Corée a été créée en 2001 conformément aux Principes concernant le statut des institutions nationales. Elle enquête sur les cas de discrimination et les violations des droits de l'homme, offre des voies de recours, mène un travail d'éducation et de sensibilisation dans le domaine des droits de l'homme et fait des recommandations sur les politiques à adopter dans ce domaine.

II. Engagements

8. Attachée à la noble cause de la promotion et de la protection des droits de l'homme, la République de Corée s'engage à favoriser les progrès au niveau national par les moyens suivants :

a) Respect des normes les plus strictes en matière de promotion et de protection des droits de l'homme, grâce à un engagement sans faille en faveur des droits de l'homme, considérés comme universels;

b) Application, à l'échelon national, des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, et retrait progressif des réserves relatives à ces instruments, dans le prolongement de l'action menée récemment en faveur des droits de l'homme, qui comprend des modifications de la loi et des changements institutionnels dans un grand nombre de domaines, moyennant les dispositions suivantes :

- Ratification de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et du Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (Protocole de Palerme);
- Examen des possibilités de retrait de réserves à la Convention relative aux droits des personnes handicapées [art. 25, par. e)] et à la Convention relative aux droits de l'enfant [art. 21, par. a)];
- Examen de la possibilité de ratifier la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale;
- Examen de la possibilité de ratifier Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées;
- Examen de la possibilité d'adhérer au Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

c) Renforcement de l'application du deuxième plan d'action national pour la promotion et la protection des droits de l'homme (2012-2016), qui couvre 221 obligations en la matière et traduit la volonté de la République de Corée de mieux protéger les droits de l'homme conformément à ses obligations internationales. Le troisième plan d'action national pour la promotion et la protection des droits de l'homme (2017-2020) sera élaboré en 2016 en étroite coopération avec les parties prenantes;

d) Renforcement de l'action de promotion et de protection des droits des minorités et des personnes socialement vulnérables, y compris les femmes, les enfants et les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les victimes de la criminalité, les réfugiés et les personnes ayant eu des problèmes de santé;

e) Renforcement de la coopération et des partenariats avec la société civile aux fins de la promotion des droits de l'homme et de la bonne gouvernance;

f) Promotion de l'éducation et de la formation aux droits de l'homme dans différents contextes, tels que les écoles, les universités, les administrations publiques, les bases militaires et les entreprises, aux fins de la sensibilisation du public et de la prise en compte de ces questions relatives aux droits de l'homme dans tous les segments de la société.

9. Soucieuse de promouvoir et de protéger les droits de l'homme, la République de Corée s'engage à favoriser les progrès au niveau international par les moyens suivants :

a) Coopération étroite avec la communauté internationale afin de faire progresser la cause des droits de l'homme et de lutter contre les violations des droits de l'homme dans le monde entier, la promotion et la protection des droits de l'homme, considérés comme universels, faisant l'objet d'un engagement sans faille;

b) Coopération avec les autres États Membres aux fins du respect de leurs obligations au titre des droits de l'homme, par divers moyens tels que la coopération technique, les échanges d'experts et le partage des données d'expériences et des pratiques optimales;

c) Coopération au niveau bilatéral et au sein du système des Nations Unies aux fins du renforcement de la démocratie, de la bonne gouvernance, de l'état de droit et du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

d) Promotion et consolidation de la démocratie, moyennant l'offre d'expertise technique et d'aide financière aux pays qui sollicitent une assistance pour l'édification d'institutions démocratiques, et une participation active aux travaux de la Communauté des démocraties, en tant que membre du conseil d'administration;

e) Prise en compte des droits de l'homme dans les politiques et programmes nationaux de coopération au service du développement, afin de contribuer à la promotion et à la protection des droits de l'homme, à la démocratie et à la bonne gouvernance dans les pays partenaires.

10. La République de Corée entend contribuer aux travaux du Conseil des droits de l'homme par les moyens suivants :

a) Action de sensibilisation et de mobilisation passant par une participation constructive à divers débats visant à promouvoir tous les aspects des droits de l'homme;

b) Participation constructive aux activités du Conseil et appui à l'exécution de son mandat;

c) Collaboration étroite avec les autres États Membres pour faire du Conseil un organe efficient, à même de réagir promptement et efficacement face à des situations graves de violations des droits de l'homme;

d) Coopération avec les titulaires de mandat relevant des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, auxquels la République de Corée a adressé une invitation permanente, moyennant la fourniture de tout l'appui nécessaire en cas de visite;

e) Renforcement de l'action menée pour améliorer encore l'efficacité de l'examen périodique universel moyennant une participation constructive et un dialogue avec les États concernés;

f) Coopération étroite avec les organes conventionnels des droits de l'homme, accroissement des efforts déployés pour en appliquer les recommandations et soumission ponctuelle des rapports requis par les instruments des droits de l'homme auxquels la République de Corée est partie;

g) Plein appui au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) pour l'exécution de son mandat consistant à renforcer le respect des droits de l'homme et à promouvoir l'exercice de ces droits;

h) Contribution au fonctionnement efficace d'un bureau du HCDH en République de Corée, en application de la résolution 25/25 du Conseil des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée.